

Art. 15. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 2017.

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie

—————
Note

Session ordinaire 2016-2017

Documents du Parlement :

A-517/1 Projet d'ordonnance.

A-517/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 30 juin 2017.

Art. 15. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 september 2017.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 2017.

R. VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—————
Nota

Gewone zitting 2016-2017

Documenten van het Parlement :

A-517/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-517/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 30 juni 2017.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30683]

13 JUILLET 2017. — Ordonnance visant à instaurer un moratoire sur le nombre de lits pour certains établissements d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1° ordonnance du 24 avril 2008 : l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 24 avril 2008 relative aux établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées ;

2° Collège réuni : le Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Art. 3. § 1^{er}. Aucun établissement visé à l'article 2, 4°, c) ou f), de l'ordonnance du 24 avril 2008 ne peut recevoir de nouvelle autorisation spécifique de mise en service et d'exploitation telle que visée à l'article 6 de l'ordonnance du 24 avril 2008.

§ 2. Tout lit supplémentaire dans un établissement visé à l'article 2, 4°, c) ou f), de l'ordonnance du 24 avril 2008 ne peut faire l'objet d'un agrément tel que visé à l'article 11 de l'ordonnance du 24 avril 2008 que pour autant qu'il s'agisse :

a) soit de lits faisant déjà l'objet d'une autorisation spécifique de mise en service et d'exploitation, telle que visée à l'article 6 de l'ordonnance du 24 avril 2008, lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2017/30683]

13 JULI 2017. — Ordonnantie strekkende tot instelling van een moratorium van het aantal bedden voor bepaalde voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie dient te worden verstaan onder :

1° ordonnantie van 24 april 2008 : de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 24 april 2008 betreffende de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen ;

2° Verenigd College : het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 3. § 1. Geen voorziening als bedoeld in artikel 2, 4°, c) of f), van de ordonnantie van 24 april 2008 kan een bijkomende specifieke vergunning tot ingebruikneming en exploitatie zoals bedoeld in artikel 6 van de ordonnantie van 24 april 2008 krijgen.

§ 2. Een bijkomend bed in een voorziening als bedoeld in artikel 2, 4°, c) of f), van de ordonnantie van 24 april 2008 kan enkel het voorwerp uitmaken van een erkenning zoals bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie van 24 april 2008 voor zover dat betrekking heeft op :

a) hetzij bedden die reeds het voorwerp uitmaken van een specifieke vergunning tot ingebruikneming en exploitatie, bedoeld in artikel 6 van de ordonnantie van 24 april 2008, bij de inwerkingtreding van deze ordonnantie ;

b) soit de lits faisant l'objet d'un accord de principe préalable délivré avant le 1^{er} janvier 2015 par une autorité compétente, pour autant que, d'une part, l'établissement concerné bénéficiait encore de cet accord de principe au moment où il a notifié à la Commission communautaire commune qu'il n'appartenait plus exclusivement à l'une ou l'autre communauté, et, d'autre part, que la disposition de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéa 2 ou 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ait été appliquée à cet établissement.

Art. 4. § 1^{er}. Aucun nouveau lit installé en maison de repos et de soins installée en maison de repos agréée pour personnes âgées ou installée en hôpital ou partie d'hôpital converti en service résidentiel pour l'hébergement de personnes nécessitant la dispensation de soins, telle que visée à l'article 170, § 1^{er}, de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, ne peut recevoir de nouvelle autorisation spécifique de mise en service et d'exploitation.

§ 2. Tout lit supplémentaire dans une maison de repos et de soins installée en maison de repos agréée pour personnes âgées ou installée en hôpital ou partie d'hôpital converti en service résidentiel pour l'hébergement de personnes nécessitant la dispensation de soins, telle que visée à l'article 170, § 1^{er}, de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, ne peut faire l'objet d'un agrément spécial que pour autant qu'il s'agisse :

a) soit de lits faisant déjà l'objet d'une autorisation spécifique de mise en service et d'exploitation, lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ;

b) soit de lits faisant l'objet d'un accord de principe préalable délivré avant le 1^{er} janvier 2015 par une autorité compétente, pour autant que, d'une part, l'établissement concerné bénéficiait encore de cet accord de principe au moment où il a notifié à la Commission communautaire commune qu'il n'appartenait plus exclusivement à l'une ou l'autre communauté, et, d'autre part, que la disposition de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéa 2 ou 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ait été appliquée à cet établissement.

Art. 5. Le Collège réuni peut déroger aux articles 3, § 1^{er}, et 4, § 1^{er}, de la présente ordonnance, dans le cadre d'une cession de lits ou de places entre établissements du même type conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 24 avril 2008.

Art. 6. Le Collège réuni peut déroger aux articles 3, § 1^{er}, et 4, § 1^{er}, de la présente ordonnance, pour autant que l'autorisation de nouveaux lits de maisons de repos et de soins ou de centres de court séjour, s'accompagne d'une réduction simultanée et équivalente de lits de maisons de repos pour personnes âgées. Le Collège réuni fixe les conditions de cette dérogation et définit la notion de réduction simultanée et équivalente précitée.

Le Collège réuni peut notamment fixer, pour l'application de l'alinéa 1^{er}, un nombre maximal de lits qui entrent en considération pour l'autorisation de mise en service et d'exploitation, pour l'agrément ou pour l'agrément spécial comme lit de maison de repos et de soins ou comme lit de court séjour.

Le Collège réuni fixe les critères de priorité pour le cas où le nombre de lits demandés pour la reconversion dépasse ce nombre maximal de lits accordés. Le Collège réuni fixe les parts de ces lits, accordés dans le cadre de la reconversion en application du présent article, qui sont exploités par des personnes morales de droit public et par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ; sachant qu'au moins une majorité de ces lits sont exploités par les personnes morales visées.

L'article 7, § 3, de l'ordonnance du 24 avril 2008 n'est pas d'application pour les autorisations données en application du présent article.

b) hetzij bedden die het voorwerp uitmaken van een voorafgaand principieel akkoord, vóór 1 januari 2015 toegekend door een bevoegde overheid, voor zover de instelling, enerzijds, dit principieel akkoord nog genoot op het ogenblik waarop ze aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft ter kennis gebracht dat ze niet meer uitsluitend behoorde tot de ene of de andere gemeenschap en waarvoor, anderzijds, de bepaling van artikel 48/1, § 1, tweede of vierde lid, van de Bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten werd toegepast.

Art. 4. § 1. Geen enkel nieuw bed gevestigd in een rust- en verzorgingstehuis dat gevestigd is in een erkend rustoord voor bejaarden of in een ziekenhuis of gedeelte van een ziekenhuis dat omgeschakeld is tot verblijfsdienst voor de opname van personen die behoefte hebben aan zorgverlening, zoals bedoeld in artikel 170, § 1, van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere zorgvoorzieningen, kan nog een specifieke vergunning tot ingebruikneming of exploitatie krijgen.

§ 2. Elk bijkomend bed in een rust- en verzorgingstehuis dat gevestigd is in een erkend rustoord voor bejaarden of in een ziekenhuis of gedeelte van een ziekenhuis dat omgeschakeld is tot verblijfsdienst voor de opname van personen die behoefte hebben aan zorgverlening, zoals bedoeld in artikel 170, § 1, van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere zorgvoorzieningen, kan enkel nog het voorwerp uitmaken van een bijzondere erkenning voor zover het gaat om :

a) hetzij bedden die reeds het voorwerp uitmaken van een specifieke vergunning tot ingebruikneming en exploitatie bij de inwerkingtreding van deze ordonnantie ;

b) hetzij bedden die het voorwerp uitmaken van een voorafgaand principieel akkoord, vóór 1 januari 2015 toegekend door een bevoegde overheid en voor zover de voorziening, enerzijds, dit principieel akkoord nog genoot op het ogenblik waarop ze aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter kennis heeft gebracht niet meer uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap en waarvoor, anderzijds, de bepaling van artikel 48/1, § 1, tweede of vierde lid, van de Bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten werd toegepast.

Art. 5. Het Verenigd College mag afwijken van de artikelen 3, § 1, en 4, § 1, van deze ordonnantie, in het kader van een overdracht van bedden of plaatsen tussen voorzieningen van hetzelfde type in overeenstemming met artikel 6 van de ordonnantie van 24 april 2008.

Art. 6. Het Verenigd College mag afwijken van de artikelen 3, § 1, en 4, § 1, van deze ordonnantie, voor zover de vergunning van nieuwe bedden voor rust- en verzorgingstehuis of voor centra voor kortverblijf, gepaard gaat met een gelijktijdige en gelijkwaardige vermindering van rusthuisbedden. Het Verenigd College bepaalt de voorwaarden van deze afwijking en omschrijft de voornoemde gelijktijdige en gelijkwaardige vermindering.

Het Verenigd College kan onder meer voor de uitvoering van het eerste lid, een maximaal aantal bedden bepalen die in aanmerking komen voor de vergunning tot ingebruikneming en exploitatie, voor de erkenning of voor de bijzondere erkenning als bed voor rust- en verzorgingstehuis of als bed voor centra voor kortverblijf.

Het Verenigd College stelt de criteria vast inzake voorrang voor het geval het aantal gevraagde bedden voor reconversie dit maximum aantal overschrijdt. Het Verenigd College bepaalt het gedeelte van dit aantal bedden, toegekend in het kader van de reconversie in toepassing van dit artikel, dat uitgebaat wordt door private en publiekrechtelijke personen zonder winst oogmerk ; wetende dat minstens een meerderheid van deze bedden uitgebaat wordt door de bedoelde rechtspersonen.

Artikel 7, § 3, van de ordonnantie van 24 april 2008 is niet van toepassing op de vergunningen verleend met toepassing van dit artikel.

Art. 7. La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur à la date arrêtée par le Collège réuni.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 2017.

G. VANHENGEL,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures

D. GOSUIN,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures

P. SMET,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films

C. FREMAULT,

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films

—
Note

Session ordinaire 2016-2017

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

B-80/1 Projet d'ordonnance.

B-80/2 Rapport.

B-80/3 Amendement après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 30 juin 2017.

Art. 7. Deze ordonnantie treedt in werking op de datum van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op uitwerking te hebben op een door het Verenigd College vastgestelde datum.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 2017.

G. VANHENGEL,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen

D. GOSUIN,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen

P. SMET,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring

C. FREMAULT,

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring

—
Nota

Gewone zitting 2016-2017

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

B-80/1 Ontwerp van ordonnantie.

B-80/2 Verslag.

B-80/3 Amendement na verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 30 juni 2017.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2017/20473]

17 JUILLET 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 avril 2017 nommant les membres du Service Amendes administratives de la Direction Générale Navigation du Service public fédéral Mobilité et Transports

La Ministre de la Mobilité et le Secrétaire d'Etat à la Mer du Nord,

Vu l'arrêté royal du 15 mars 2017 portant exécution de la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation, l'article 1, alinéa 2,

Vu l'arrêté ministériel du 3 avril 2017 nommant les membres du Service Amendes administratives de la Direction Générale Navigation du Service public fédéral Mobilité et Transports,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Article 1 du 3 avril 2017 nommant les membres du Service Amendes administratives de la Direction Générale Navigation du Service public fédéral Mobilité et Transports est complété par les mots « Madame Marleen VAN NOPPEN, expert administrative à la Direction générale Navigation. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2017.

Fr. BELLOT

Ph. DE BACKER

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2017/20473]

17 JULI 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 april 2017 houdende de benoeming van de leden van de Dienst Administratieve Geldboetes van het Directoraat-generaal Scheepvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer

De Minister van Mobiliteit en de Staatssecretaris voor Noord-zee,

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 2017 tot uitvoering van de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten, artikel 1, tweede lid,

Gelet op het ministerieel besluit van 3 april 2017 houdende de benoeming van de leden van de Dienst Administratieve Geldboetes van het Directoraat-generaal Scheepvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 april 2017 houdende de benoeming van de leden van de Dienst Administratieve Geldboetes van het Directoraat-generaal Scheepvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer wordt aangevuld met de woorden "Mevrouw Marleen VAN NOPPEN, administratief deskundige bij het Directoraat-generaal Scheepvaart."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2017.

Fr. BELLOT

Ph. DE BACKER